

# Poursuite de la croissance chez nos deux voisins

**En Allemagne, tous les grands secteurs économiques sont au vert : la croissance reste supérieure à celle de la France, des États-Unis, du Japon et de l'Italie. L'économie suisse a maintenu, en 2007, le rythme de croissance soutenu enregistré en 2006.**

Le produit intérieur brut (PIB) allemand, corrigé des variations saisonnières et calendaires, affiche en 2007, une progression de 2,6 %. La croissance allemande a légèrement reculé par rapport à l'année précédente. Si elle se situe en-deçà de la moyenne de l'Union européenne (UE), cinq autres pays de l'UE, dont la France et l'Italie, sont moins performants ; en dehors de l'UE, et pour la deuxième année consécutive, il en est de même pour les États-Unis et le Japon.

Tous les grands secteurs économiques sans exception sont à la hausse, même si chacun d'eux ne croît pas selon la même intensité que l'année précédente. Le BTP, qui avait enfin renoué fortement avec la croissance en 2006, voit celle-ci s'amoinrir sensiblement (+1,7 %), tandis que l'industrie, avec +6,2 %, contribue le plus à la croissance de la république fédérale.

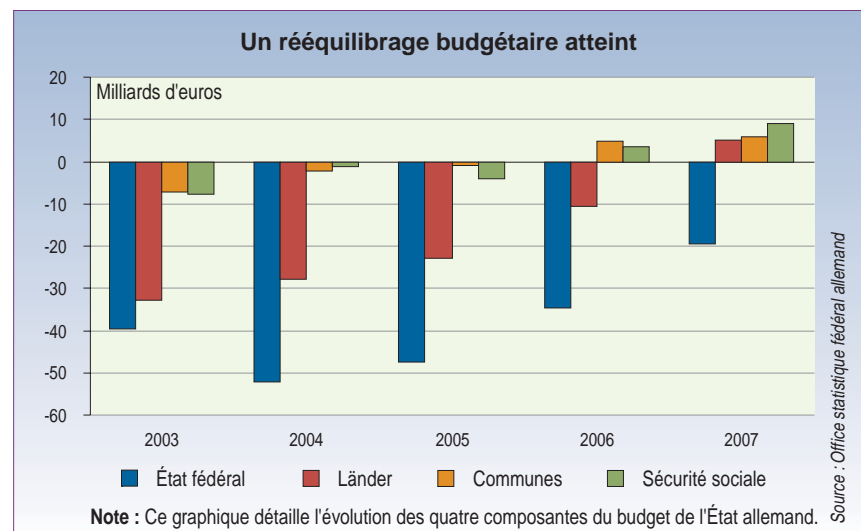
La valeur ajoutée brute (VAB) des autres secteurs croît entre 2 et 3 %, à l'exception des services publics et privés qui restent presque stables avec 0,6 %.

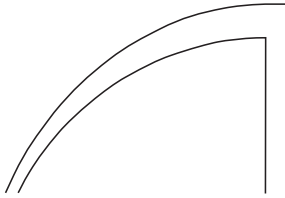
La répartition des utilisations du PIB se caractérise d'abord par une croissance inégale des exportations (+8,3 %) et des importations (+5,7 %), entraînant une contribution des échanges extérieurs en volume de 1,4 % à la croissance. Cette contribution devient de nouveau plus importante que celle de la demande intérieure (1,1 %). Certes, la hausse de presque 5 % en un an des investissements reste notable, surtout dans la partie "équipements" (8,4 %). Mais l'augmentation du taux de la TVA (de 16 à 19 %) au 1<sup>er</sup> janvier 2007 se reflète dans le recul de 0,3 % de la consommation privée des ménages par rapport à 2006 et

contrecarre la reprise, même si la consommation publique augmente de 2 %.

Le revenu national augmente de 4,2 % en 2007 pour s'établir à 1 825 milliards d'euros. Comme les années précédentes, la progression n'est pas la même entre les rémunérations du travail (+2,6 %) et les revenus de l'entreprise et du capital (+7,2 %). Les premières comptent désormais pour moins des deux tiers du revenu national.

Les salaires et traitements bruts augmentent de 3,1 % en 2007. Il faut remonter à l'année 2000 pour retrouver plus forte hausse. En net, c'est-à-dire après déduction de l'impôt sur le salaire et des contributions sociales, la progression est ramenée à 2,3 % et l'explication est fiscale : forte croissance des emplois affiliés





à la Sécurité sociale et suppression ou limitation de forfaits liés aux migrations alternantes dans la législation de l'impôt sur le revenu.

Le revenu disponible des ménages croît de 1,6 % en 2007, soit 0,2 % de plus que les dépenses de consommation en valeur nominale ; parallèlement, le taux d'épargne remonte à 10,8 %.

Le solde des administrations publiques cesse, pour la première fois depuis l'an 2000, d'être négatif. Depuis 2006, le déficit respecte de nouveau les critères dits de Maastricht.

### Écarts plus saillants en Rhénanie-Palatinat

La Rhénanie-Palatinat affiche pour la deuxième année consécutive une croissance du PIB supérieure à 2 %. Avec +2,6 %, soit le meilleur résultat depuis 1996 à l'exception de l'an 2000, elle se situe légèrement au-dessus de la croissance observée dans l'ensemble de la république fédérale. Le secteur industriel, qui est ici à l'origine d'un quart de l'activité économique, a contribué pour 60 % à cette croissance. L'écart enregistré au niveau fédéral entre les évolutions de l'industrie manufacturière et du bâtiment est ici bien plus important : une hausse de 7,2 % pour la première, de 1 % pour le second. Le secteur primaire affiche une croissance de 3,5 %, tandis que le tertiaire se situe en dessous de +1 % à l'exception des activités financières, de l'immobilier et des services à l'entreprise (+2,9 %).

Le nombre d'actifs croît de 27 500 en 2007 (+1,5 %) et en conséquence

l'apport de chaque actif augmente moins que le PIB. Ceci dit, l'importance croissante du travail à temps partiel mérite d'être prise en compte dans la productivité du travail : par heure ouvrée, la Rhénanie-Palatinat produit en valeur réelle 41 euros, soit 1,1 % de plus qu'en 2006 ; ce chiffre grimpe à 48,4 euros pour la seule industrie manufacturée.

### Bade-Wurtemberg : une poursuite quasi générale de la croissance

Avec une hausse en valeur réelle de son PIB de 2,8 %, le Bade-Wurtemberg affiche, avec Hambourg et la Bavière, la meilleure progression au sein de la république fédérale. Il se classe d'ailleurs parmi les länder les plus performants pour la troisième année consécutive. Encore plus qu'en Rhénanie-Palatinat, cette croissance provient avant tout du secteur industriel, qui enregistre une hausse de sa valeur ajoutée de 5 %. La seule industrie manufacturée, qui compte pour un tiers de la valeur ajoutée du land, est, comme en 2006, le moteur central de la croissance bade-wurtembergeoise ; la construction mécanique, la fabrication de produits en métal, l'industrie chimique, la fabrication d'appareils de production et de distribution d'électricité ont été les principaux contributeurs, alors que la construction de véhicules a crû plus modérément.

À l'inverse de l'ensemble de l'Allemagne, le Bade-Wurtemberg se distingue en 2007 par une croissance soutenue du BTP (+3,8 %). Dans le tertiaire, les transports et

télécommunications (+4,5 %), ainsi que les services à l'industrie (+3,8 %) ont fortement contribué à la croissance ; dans les autres secteurs des services, celle-ci n'atteint que rarement les 1 % de hausse : le commerce de détail, les crédits et assurances, l'éducation et l'enseignement marquent même un léger repli par rapport à 2006.

### Un taux de chômage inférieur à 3 % en Suisse

L'économie suisse a maintenu en 2007 le rythme de croissance soutenu enregistré en 2006 : 3,1 % après 3,2 %, soit plus que la moyenne de l'Union européenne. Sous l'angle de la production, les intermédiaires financiers, le commerce, l'industrie, ainsi que les transports et télécommunications ont contribué pour plus des deux tiers à la croissance. Côté utilisations, la consommation privée et les exportations nettes de services expliquent à elles seules 2,5 points.

Pour la quatrième fois consécutive, le nombre de chômeurs enregistrés en fin d'année est inférieur à celui observé en début d'année. Le chômage connaît un recul sensible depuis 2006 et qui s'est poursuivi en 2007, le nombre de chômeurs passant même en dessous de la barre symbolique des 100 000 chômeurs durant l'été, soit un taux de chômage de 2,5 %. Fin 2007, celui-ci se situe à 2,8 %, essentiellement en raison de facteurs saisonniers.

■  
**Sébastien CARLOTTI**